

OFF

A38A42

E865

esquisse du plan

texte de présentation

bureau d'aménagement de l'est du québec



Bibliothèque Nationale du Québec

Lucienne Jette

ESQUISSE DU PLAN

Texte de présentation

Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec, mai 1965.



OFF
A38A42
E865

Dans plusieurs des textes de l'Esquisse du Plan, les auteurs réfèrent à des cartes que l'on peut retrouver dans le "recueil des cartes" publié en annexe à l'Esquisse du Plan. Ce recueil n'a pu malheureusement être tiré qu'à cinquante exemplaires. Chaque comité de zone dispose cependant d'une copie de ce recueil de cartes.

LISTE DES CAHIERS DE L'ESQUISSE DU PLAN		
Cahier	I:	Introduction générale
Cahier	II:	L'agriculture
Cahier	III:	La forêt
Cahier	IV:	La pêche
Cahier	V:	Les mines
Cahier	VI:	Le tourisme
Cahier	VII:	Industrie et finance
Cahier	VIII:	Transports
Cahier	IX:	Les Iles-de-la-Madeleine
Cahier	X:	Structures d'exécution du plan
Cahier	XI:	Hypothèses territoriales
DOCUMENTS RELATIFS A L'ESQUISSE DU PLAN		
A:	Texte de présentation	
B:	Texte synthèse	
C:	Recueil de cartes. Ce recueil, à cause de certaines difficultés techniques, n'a été publié qu'à cinquante exemplaires. Chaque comité de zone en dispose d'une copie.	
D:	Cahier d'informations statistiques sur la région-pilote.	

ESQUISSE DU PLAN

Texte de Présentation

Table des matières

	page
INTRODUCTION	1
<u>PREMIERE PARTIE:</u> Origine et mandat du BAEQ	2
<u>DEUXIEME PARTIE:</u> Méthodologie adoptée par le BAEQ	7
Démarche de la recherche	8
Démarche d'animation	10
<u>TROISIEME PARTIE:</u> Fonctions de l'Esquisse du Plan	13
L'Esquisse du Plan: Présentation générale	14
Pas un ensemble de projets	15
Une toile de fond	16
L'Esquisse du Plan: Fonctions	16
Fonction de synthèse	16
Fonction de rapport	17
Fonction de participation	18
Fonction d'animation	19
L'Esquisse du Plan: d'un point de vue formel	19
CONCLUSION	22

Liste des annexes

ANNEXE I : Liste des directeurs du BAEQ.

ANNEXE II : Liste du personnel professionnel du BAEQ.

INTRODUCTION

L'Esquisse du Plan s'inscrit comme une étape privilégiée dans la démarche adoptée par le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec. Avant d'en préciser la nature, les fonctions et le contenu, il est pertinent de définir le cadre précis dans lequel elle se situe. A cette fin, il n'est pas inutile de faire un bref retour historique et d'apporter des précisions sur les origines et le mandat du BAEQ; on dégagera ensuite les principales caractéristiques de la méthodologie adoptée par le BAEQ. tant en recherche qu'en animation sociale; on conclura enfin ce bref exposé de présentation par une définition des fonctions de l'Esquisse du Plan.

Première partie: Origine et mandat du BAEQ
--

La création du BAEQ est la résultante des efforts d'une population régionale de plus en plus consciente de ses problèmes de développement économique et social et de la préoccupation des gouvernements de planifier le développement des régions qui ne participent pas à la croissance générale du pays.

Le 26 mai 1956, était formé, dans le Bas St-Laurent (1), un organisme régional composé de représentants des principaux centres de décision économique de ce territoire, dont les travaux et les activités visaient à promouvoir le développement économique régional. Connu sous le nom de Conseil d'Orientation Economique du Bas St-Laurent (COEB), il entreprit, dès sa formation, des enquêtes socio-économiques dont plusieurs sont publiées, par exemple, une étude démographique, une étude des problèmes des transports, une enquête agricole générale et une carte de vocation des sols. De plus, il prit l'initiative de présenter à diverses commissions d'enquête ou autres organismes plusieurs rapports sur les problèmes de la région.

Pendant ce temps, en Gaspésie, la Fédération Economique de la Gaspésie jouait un rôle sensiblement identique à celui du COEB. Cette Fédération fut d'ailleurs très bien secondée dans son action par la Chambre de Commerce Régionale de la Gaspésie.

Dans la même période, et sans qu'il n'y ait de relation entre ces phénomènes, l'enquête entreprise par le Sénat canadien sur la situation

(1) Territoire comprenant les comtés de Rivière-du-Loup, Témiscouata, Rimouski, Matapédia et Matane.

de l'agriculture dans l'Est du Canada aboutissait à l'adoption de la législation ARDA (1) en juin 1961. Cette législation exigeait la participation des provinces pour être appliquée dans un territoire déterminé. Ainsi, le 26 juin 1963, le Gouvernement de la Province de Québec sanctionnait la loi de l'Aménagement Rural et du Développement Agricole (ARDA) (2).

Cette loi a pour but d'autoriser le Ministre provincial de l'Agriculture et de la Colonisation à élaborer ou faire élaborer des plans pour le développement socio-économique des régions rurales du Québec ainsi qu'à voir à l'exécution des travaux suggérés par ces plans.

Le Conseil d'Orientation Economique du Bas St-Laurent vit en cette nouvelle loi une occasion unique pour s'attaquer en profondeur aux problèmes socio-économiques de son territoire. Les démarches qu'il entreprit auprès du Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, négociateur pour le Gouvernement du Québec de la loi ARDA et chargé de son administration, donnèrent lieu, au printemps 1963, à la reconnaissance par le Gouvernement du Québec, du territoire du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine comme territoire-pilote d'aménagement. Un organisme régional semblable au COEB fut aussitôt créé en Gaspésie et aux Iles-de-la-Madeleine, à savoir le Conseil Régional d'Expansion Economique de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine

(1) Loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles, 9-10 Elizabeth II, Gouvernement du Canada, juin 1961.

(2) Loi provinciale 12, Elizabeth II, 1963.

(CREEGIM) (1).

Chacun de ces deux organismes, le COEB et le CREEGIM, composé d'éléments représentatifs de la population fut appelé à déléguer 5 de ses membres pour former le Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec. Fondé en juillet 1963, le BAEQ (2) est une compagnie privée, composée de dix directeurs-actionnaires nommés par les deux conseils régionaux (COEB et CREEGIM) et responsables auprès de ces conseils. A titre consultatif, les présidents des conseils régionaux siègent au Bureau du BAEQ de même que certains représentants d'organismes gouvernementaux. Le BAEQ compte présentement quelque quatre-vingts spécialistes (3) de disciplines diverses, et c'est à l'aide de cette équipe de sociologues, d'économistes, de géographes, d'ingénieurs forestiers, d'agronomes, d'animateurs sociaux, etc, qu'il oeuvre à la préparation du plan de développement du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine.

Cette compagnie, par l'intermédiaire des Conseils Régionaux, a reçu du Ministre provincial négociateur de la loi Arda, d'où proviennent les fonds nécessaires (4), le mandat d'élaborer et de présenter pour le début de 1966, un plan directeur d'aménagement du territoire-pilote au moyen d'une enquête-participation.

-
- (1) Ce conseil groupe des représentants des comtés de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure et des Iles-de-la-Madeleine.
 - (2) On trouvera, en annexe à ce texte, la liste des directeurs du BAEQ.
 - (3) On trouvera, en annexe, la liste du personnel professionnel du BAEQ.
 - (4) Origine des fonds:
50% du Gouvernement fédéral et
50% du Gouvernement provincial.

Avant de préciser le contenu de ce mandat, il est important de définir les rapports entre les gouvernements et le BAEQ.

Le seul interlocuteur officiel du BAEQ est le gouvernement provincial.

Au niveau administratif, le BAEQ se réfère au Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation (1).

Aux points de vue technique et scientifique, le BAEQ se réfère au CPAR (2).

Même si les prémisses d'une planification provinciale existent au niveau du Conseil d'Orientation Economique de la Province de Québec, le plan du BAEQ devra s'élaborer sans référence possible à un plan provincial. Parce que ce Conseil a défini comme un de ses objectifs, l'élaboration d'une politique d'aménagement du territoire, il suit cependant de très près l'expérience-

(1) Ministre négociateur de la loi Arda.

(2) Comité Permanent d'Aménagement des Ressources.
Ce comité a trois fonctions:

coordonner les actions administratives des ministères engagés dans le développement des ressources;

agir comme conseiller auprès du Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, pour choisir les projets, tant ceux des ministères que ceux de l'extérieur, qui doivent être financés par le programme Arda;

conseiller le représentant du Québec auprès du Conseil canadien des ministres des ressources.

pilote (1) d'aménagement du BAEQ (2).

Cette absence de plan provincial est partiellement comblée par les contacts étroits que le BAEQ entretient avec les principaux services gouvernementaux.

(1) "Le gouvernement du Québec n'entend financer, pour le moment qu'un seul plan d'aménagement d'un territoire rural, celui qui est présentement en voie d'élaboration dans la région-pilote du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine". Extrait d'une conférence de presse, de l'Hon. Alcide Courcy, à Mont-Joli, le 4 juillet 1964, au BAEQ.

(2) La nomination du président du BAEQ, Me Georges H. Dubé, au Conseil d'Orientation Economique du Québec, dès la fondation du BAEQ, a largement contribué à l'établissement de relations nécessaires entre les deux organismes.

Deuxième partie: Méthodologie adoptée par le BAEQ.

Ce mandat d'élaborer un plan régional avec participation de la population, défini d'une façon aussi vaste, laissait place à toutes les interprétations. Il y a en effet présentement autant de catégories de plans régionaux qu'il y a d'expériences de planification régionale dans le monde. De même, la participation de la population à l'élaboration du plan peut prendre des formes multiples selon le type de plan régional choisi et le degré d'organisation socio-économique du territoire. En d'autres mots les structures socio-économiques (1) colorent et informent de façon déterminante le contenu même de toute expérience de planification que ce soit aux niveaux théorique, méthodologique ou administratif. Il ne s'agit que de regarder quelques expériences concrètes de développement pour saisir le bien-fondé d'une telle affirmation.

Ainsi, certains pays en voie de développement se doivent de privilégier une optique globale nationale au détriment de certaines régions de leur pays qui sont particulièrement défavorisées; l'état chancelant de leur économie nationale ne leur permet pas de se préoccuper en priorité de problèmes locaux ou régionaux.

Pour les pays déjà fortement industrialisés, la situation peut être radicalement différente. Les priorités peuvent se déplacer; les objectifs d'industrialisation et d'urbanisation étant plus ou moins en voie d'être atteints sur le plan national, il s'agit alors d'harmoniser à l'intérieur des limites nationales ce développement optimum.

(1) Interrelations entre la situation socio-économique, la culture, la démographie, l'écologie, etc., d'un territoire.

Il y a donc une liaison très étroite entre structures socio-économiques et types de planification. La première conséquence de cette perspective est qu'il n'y a pas et ne peut y avoir une méthode universelle et infaillible de planification.

De plus, l'absence de planification régionale véritable dans la province et dans le pays laissait le BAEQ en présence de peu de cadres de référence valables.

La méthode de planification régionale adoptée par le BAEQ, découle donc d'une part de la structure socio-économique du territoire et d'autre part d'un certain empirisme dans la démarche initiale des travaux de recherches afin de permettre à la méthode de s'ajuster aux contraintes du contexte social, économique et politique du milieu régional et provincial.

DEMARCHE DE LA RECHERCHE

Le manque d'information de base sur la structure socio-économique du territoire rendait illusoire l'application immédiate de grandes "recettes" de développement comme, par exemple, l'implantation d'un pôle de croissance avec industries motrices, la création d'entreprises transformant les matières premières régionales, l'ouverture de nouvelles mines, le lancement de nouveaux bateaux de pêche, etc. Celles-ci n'apparaissaient pas comme les solutions évidentes aux problèmes du sous-développement régional. Il fallut d'abord passer par une étape d'exploration globale (1).

Cette étape se caractérisa par la mise à jour des données disponibles et la collecte de

(1) Premier rapport présenté au CPAR, BAEQ, décembre 1963 (36 p. et tableaux).

données globales significatives. L'analyse de ces données a permis de déterminer:

(a) l'état présent de l'économie et de la société régionale, par exemple, bas revenus, taux d'assistance sociale croissant, taux de croissance de la population quasi nul, taux de chômage astronomique;

(b) les hypothèses générales de développement pour chacun des principaux secteurs de l'activité socio-économique;

(c) un découpage du territoire selon des critères bio-physiques, économiques et sociologiques.

A partir de cette vue d'ensemble de la région telle que présentée par les résultats des travaux de cette première étape, s'est imposée la nécessité de recueillir une quantité importante de données additionnelles et plus précises sur toutes les variables déterminantes du dynamisme régional (1).

De l'analyse et de la synthèse de ces informations se dégage l'Esquisse du Plan. Celle-là présente une description détaillée de la situation dans tous ses aspects, les objectifs à atteindre et les moyens pour réaliser ces objectifs. Parmi les moyens possibles d'accélérer le développement régional, quelques moyens prioritaires apparaissent. L'étude des modalités d'application dans le contexte régional et provincial de ces moyens devient la tâche prioritaire du BAEQ d'ici la présentation du plan final.

(1) Deuxième, troisième et quatrième phases, la dernière s'étant terminée en avril 1965.

DEMARCHE D'ANIMATION

Mais il n'était pas suffisant de définir une méthodologie de recherche, il fallait également élaborer une méthodologie de participation. Ce dernier aspect faisait partie du mandat du BAEQ au même titre que le premier puisque le mandat formel précisait que le plan devait être élaboré "au moyen d'une enquête-participation" (1).

Au début des travaux, la participation pouvait être envisagée à bien des points de vue.

Elle aurait pu, en effet, être limitée à un apport populaire à la recherche, des groupes locaux acceptant la tâche de collaborer à la confection d'un inventaire de base des ressources et équipements.

Cette méthode, que l'équipe française du Père Lebret a particulièrement contribué à mettre au point, s'applique évidemment bien dans un contexte où les sources de données statistiques sont inexistantes et où l'on ne peut disposer que d'une faible équipe de spécialistes.

De plus, il n'est pas certain que, même si cette méthode avait été tout indiquée, techniquement parlant, elle eut permis le genre d'animation sociale nécessaire à initier les changements en profondeur qui s'imposaient au niveau même de la population du territoire-pilote.

D'autre part, le mandat du BAEQ, en ce qui concerne la participation, aurait pu être limité à une consultation des principaux organismes du territoire au moment où les recherches donneraient lieu à la formulation de certaines

(1) Cité de la lettre du Ministre négociateur de la loi Arda aux présidents des Conseils régionaux, 29 mai 1963.

hypothèses.

Cette méthode, applicable dans un milieu bien organisé d'un point de vue socio-économique, c'est-à-dire où tous les groupes sociaux sont efficacement représentés par des associations dynamiques et capables d'animer la population, comportait de grands risques en ce qui concerne le territoire-pilote. Très peu d'associations y peuvent en effet se réclamer du titre de "régionales" et, par conséquent, peuvent entreprendre une action d'animation au niveau régional.

De plus, étant donné l'absence d'associations efficaces dans certains secteurs, il n'est pas certain que cette consultation aurait respecté le principe de la participation populaire à l'élaboration du plan.

Théoriquement, cette consultation était par ailleurs assurée par la participation des Conseils régionaux à l'élaboration du plan. Les Conseils régionaux, de par leur nature, constituent en effet, des organismes permanents de consultation des centres de décision du territoire. Il faut insister sur "théoriquement". En effet, on peut se demander si pour que cette consultation soit véritablement permanente et efficace, on ne doit pas prévoir une période d'animation sociale visant à structurer et à organiser les centres de décision et à les habituer à ce mode nouveau de consultation.

Toutes ces constatations font ressortir de façon assez prononcée le fait que, dans le domaine de la participation, dès les débuts, il y avait un choix à faire entre une méthode favorisant davantage la participation immédiate de la population aux travaux du BAEQ et une autre favorisant davantage la participation de la population à la planification à long terme du développement socio-économique de son territoire.

Alors que le choix de la première impliquait l'institution de canaux provisoires de consultation, le choix de la seconde supposait

surtout la mise en place d'organismes d'animation sociale.

En fait, le BAEQ a opté pour une formule mixte, c'est-à-dire une formule qui permettrait une consultation populaire au moment de l'élaboration du premier plan sans sacrifier l'objectif plus à long terme de participation populaire efficace à la planification du développement socio-économique du territoire.

Dans cette optique, les comités locaux et les comités de zone mis sur pied par le BAEQ ont deux fonctions: celle de constituer des comités de travail appelés à être consultés sur les objectifs et les moyens de développement et, cela, principalement grâce à une étude approfondie de l'Esquisse du Plan; ces comités ont également une fonction d'animation, c'est-à-dire qu'ils ont été conçus pour être les principaux initiateurs des changements qui s'imposent soit dans l'organisation socio-économique du territoire-pilote, soit dans la mentalité de sa population.

La présente Esquisse du Plan constitue donc une étape importante dans la méthodologie adoptée par le BAEQ tant en recherche qu'en animation sociale.

Cette méthodologie se caractérise principalement, comme cela a été indiqué plus haut, par un effort constant d'adaptation à la situation socio-économique qui y prévaut. Cette adaptation, compte tenu du fait qu'à l'origine de l'expérience il n'existait que très peu d'information de base sur la région, a dû être effectuée par étapes. L'Esquisse du Plan constitue l'une de ces étapes, et la plus importante avant celle du Plan.

Troisième partie: Fonctions de l'Esquisse du Plan

Que ce soit d'un point de vue historique ou d'un point de vue méthodologique, le Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec franchit donc, avec l'Esquisse du Plan, une étape importante du mandat qui lui a été confié par le gouvernement du Québec.

Cette Esquisse du Plan est la résultante de plusieurs mois de travail dont on peut reconstituer les grandes lignes de la façon suivante.

Les spécialistes du BAEQ, de concert avec ceux des principaux ministères intéressés, établissent l'inventaire des ressources (inventaire forestier des forêts publiques et privées, carte géologique, carte de végétation, carte géomorphologique, carte de l'utilisation des sols, carte climatique, etc.), déterminent les éléments de blocage et les facteurs de développement de l'économie régionale (études économiques en profondeur de tous les secteurs d'activité au moyen d'enquêtes par questionnaires et interviews) et précisent les modes d'organisation possibles nécessaires pour amorcer un véritable développement régional (enquête sur la mentalité de la population et l'organisation socio-économique qu'elle s'est donnée).

Parallèlement, les comités de travail, créés dans chaque localité du territoire, ont effectué, au moyen de guides de discussion fournis par le BAEQ, une analyse systématique de la réalité locale. Ces rapports ont été ultérieurement étudiés par les huit comités de zone du territoire.

Il est donc normal qu'à cette étape, les Gouvernements, la population et le BAEQ participent à un effort commun de mise au point. L'Esquisse du Plan ne se veut pas autre chose qu'un instrument de travail qui permettra à ces trois partenaires une réflexion commune et

systematique sur les problèmes et hypothèses de développement du territoire.

L'ESQUISSE DU PLAN: PRESENTATION GENERALE

Instrument de travail, l'Esquisse du Plan n'est pas le Plan lui-même, ni une loi, ni un ensemble de décisions.

Elle est une analyse objective de la situation socio-économique du territoire-pilote, basée sur diverses études, recherches et inventaires effectués par le BAEQ en collaboration, dans bien des cas, avec diverses agences gouvernementales.

Elle présente un ensemble d'objectifs qui pourraient être adoptés par divers centres de décision impliqués (en termes généraux: la population et le gouvernement) dans le but d'amorcer un développement social et économique cohérent de la région-pilote, compte tenu de ses ressources, de sa population, de son organisation socio-économique et de sa place au sein de la société et de l'économie québécoises.

Mais l'Esquisse du Plan ne s'arrête pas là. Elle suggère également des hypothèses de solution, c'est-à-dire des moyens à mettre en oeuvre pour réaliser ses objectifs. Dans bien des cas, elle propose un éventail de moyens, en distinguant ceux qui permettent de s'approcher le plus de l'objectif identifié de ceux qui le permettent moins.

Si le BAEQ avait à décider, au nom de la population ou à la place du Gouvernement, de ce qui doit être fait, il n'aurait pas procédé de cette façon. Mais voilà, le BAEQ n'a qu'un pouvoir de recommandation auprès de divers centres de décision.

L'Esquisse du Plan se présente donc comme un instrument de travail remis, un an avant la présentation du plan définitif, à la

population du territoire-pilote et au Gouvernement pour qu'ils apprécient, critiquent, acceptent ou rejettent les objectifs proposés et, conséquemment choisissent les moyens les plus efficaces et les plus réalistes pour réaliser ces objectifs.

Pas un ensemble de projets

Dans cette perspective, l'Esquisse du Plan ne pouvait pas être constituée d'un ensemble de projets destinés à amorcer le développement régional.

Le BAEQ s'est en effet vite rendu compte que ce n'est pas au stade des actions concrètes à entreprendre ni à celui des problèmes techniques à surmonter que la planification du développement rencontre des obstacles majeurs. Ainsi, en ce qui concerne l'agriculture, plusieurs solutions ont déjà été pensées par les divers ministères de l'agriculture et par l'U.C.C., et il y a de moins en moins, dans ce secteur, de problèmes techniques que la science agricole ne soit capable de résoudre.

De nombreux mémoires des Chambres de Commerce, les discours officiels des hommes politiques sont des preuves que le problème de la décentralisation industrielle n'est pas nouveau, tout au moins en terme de préoccupations.

L'objectif premier du BAEQ n'est pas de juxtaposer de nouveaux éléments partiels de solution à ceux qui ont déjà été offerts. Sa tâche fondamentale est de découvrir la logique profonde qui dirige le développement socio-économique du territoire-pilote, de définir les conditions de ce développement, d'en déduire les objectifs réalistes à atteindre et, finalement, de présenter un Plan qui devra rendre cohérentes les multiples actions entreprises par les centres de décision qui influencent le sens et la direction du développement de ce territoire.

Une toile de fond.

C'est donc cette logique, ces contraintes et ces objectifs que le BAEQ présente dans l'Esquisse du Plan et non les actions concrètes qui devront en découler.

L'Esquisse du Plan est une toile de fond qui permet de proposer d'une part des objectifs de développement et d'autre part des moyens pour atteindre ces objectifs. Mais cette toile de fond est incomplète et elle le restera si tous les principaux partenaires impliqués dans le travail amorcé ne participent pas à la parfaire.

La population, par la structure de participation (comités locaux, comités de zone et comités de mise en valeur) que le BAEQ a mis ou mettra en place, devra d'abord apprécier, critiquer, accepter ou rejeter les objectifs proposés et devra ensuite choisir, parmi les moyens présentés, ceux qui lui sembleront les plus efficaces et les plus réalistes pour atteindre ces objectifs.

L'ESQUISSE DU PLAN: FONCTIONS.

Ces caractéristiques générales de l'Esquisse du Plan permettent d'en faire ressortir plus clairement les quatre fonctions principales, soit une fonction de synthèse, une fonction de rapport, une fonction de participation et une fonction d'animation.

Fonction de synthèse.

Tout d'abord, en ce qui concerne le BAEQ, l'Esquisse du Plan se présente comme un effort de synthèse de toutes les données accumulées par les différentes disciplines scientifiques.

Cette synthèse est absolument nécessaire et permet au BAEQ lui-même de faire le point et d'éviter un éparpillement néfaste qui pourrait compromettre l'unité du Plan dans un an.

Cette synthèse met à l'épreuve l'aspect inter-disciplinaire de toute l'entreprise du BAEQ. En effet, le problème est d'éviter toute juxtaposition de données qui donnerait une masse imposante de faits sans cohérence interne. L'Esquisse du Plan se veut un tout intégré des principales variables significatives pouvant influencer le cours du développement socio-économique du territoire (1).

Fonction de rapport

Cette fonction de synthèse que joue, au niveau du BAEQ l'Esquisse du Plan prend un autre sens si l'on considère les rapports du BAEQ avec le Gouvernement. A ce point de vue, elle peut être considérée comme un rapport d'étape.

Mais ce rapport est d'un type particulier. L'Esquisse du Plan, en présentant une description systématique de la situation et différentes hypothèses de solution, va permettre au mandat du BAEQ une période de réflexion et de décision très importante et qui évitera un trop long intervalle entre la présentation finale du Plan et son exécution.

Tout d'abord, le Gouvernement aura à étudier les paris fondamentaux que suppose le

(1) A cette fin, le BAEQ a abandonné la base disciplinaire (sociologie, économique, bio-physique) qui caractérisait l'organisation de son service de recherche pour adopter la base des groupes multi-disciplinaires de travail.

relèvement socio-économique de la région. Ces paris fondamentaux, l'Esquisse du Plan s'efforce de les situer clairement.

En ce qui concerne les différents ministères, à peu près tous sont concernés par un aspect ou l'autre des hypothèses présentées. Pour certains ministères, tout particulièrement les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation, de l'Education et des Terres et Forêts, les relations précises qu'ils ont instaurées avec le BAEQ rendent moins importante cette étape, mais pour les autres, et c'est la majorité, l'Esquisse du Plan constitue une occasion concrète de fonder le dialogue absolument nécessaire pour vérifier certaines hypothèses.

Le développement régional n'étant pas une tradition bien ancrée dans les structures scientifiques et administratives gouvernementales, il est normal que, dans la perspective des relations entre le BAEQ et le Gouvernement, cette fonction spécifique de l'Esquisse du Plan soit considérée comme très importante.

Fonction de participation

D'ailleurs, cette fonction de l'Esquisse permet de mettre en lumière toute l'importance de la fonction de participation remplie par l'Esquisse.

La structure de participation mise sur pied par le BAEQ permet en effet d'amorcer un dialogue efficace et fécond sur les diverses hypothèses présentées dans les divers cahiers de l'Esquisse du Plan.

La population pourra mettre en relation sa propre vision des problèmes avec celle fournie par le BAEQ. Les limites respectives de ces deux voies d'approche permettront des éclairages différents mais indispensables sur une réalité que tous

s'accordent à vouloir changer.

Fonction d'animation

En remplissant cette dernière fonction, l'Esquisse du Plan ne pourra faire autrement que de servir également d'instrument d'animation, c'est-à-dire ne peut faire autrement que de mettre la population du territoire en présence de la nécessité du changement.

En effet, plusieurs objectifs fort réalistes de développement qui peuvent même paraître simplistes, une fois présentés en termes de moyens, supposent des changements parfois considérables de mentalité, de façon de faire, de façon de voir, et exigent la mise en place d'organismes nouveaux. Si le ou les moyens possibles ne conviennent pas soit à la mentalité, soit aux traditions, soit à des habitudes séculaires, et qu'il est impossible de changer cette mentalité, ces traditions ou habitudes, il faut renoncer aux objectifs. Renoncer à un objectif, cela peut souvent signifier une acceptation d'un niveau de vie inférieur, d'un rythme de développement moins rapide. Doit-on changer ou renoncer à des objectifs légitimes? Voilà une question que la population du territoire-pilote aura l'occasion de se poser fréquemment au cours de l'année qui reste avant la présentation du Plan.

L'ESQUISSE DU PLAN: D'UN POINT DE VUE FORMEL.

Les quatre fonctions spécifiques que l'on vient de décrire permettront de mieux saisir les différentes caractéristiques de l'Esquisse du Plan.

Tout d'abord, dans la plupart des cahiers, on s'est efforcé de suivre la division la plus simple; en ce sens, trois grands chapitres constitueront l'armature de presque tous les

cahiers, soit description de la situation, objectifs à poursuivre et moyens pour attendre ces objectifs.

De plus, comme un grand nombre de personnes seront appelées à lire ces documents et à s'en servir comme instruments de travail, et comme toutes ne sont pas familières avec les termes scientifiques, on a évité dans la mesure du possible tout jargon scientifique.

Enfin, il est bon de noter que tous les chapitres n'ont pas une valeur égale. Dans certains cas, les recherches ne font que débiter, dans d'autres cas, les données étant soit inexistantes, soit inaccessibles, il a fallu restreindre la partie des observations. Ces limites sont normales et rendent encore plus impérieux le besoin de dialogue entre Gouvernement, population et BAEQ.

Dans son ensemble, l'Esquisse du Plan (1) présente quatre grandes divisions.

(a) L'introduction générale, en plus de définir globalement la région, présente en résumé les principaux paris qui sont à la base de toute l'entreprise de planification régionale du territoire-pilote.

(b) Suivent cinq cahiers "verticaux" qui analysent en profondeur les cinq grandes ressources qui constituent les cinq grands secteurs socio-économiques du territoire-pilote; on y verra les cahiers traitant de la pêche, de l'agriculture, de la forêt, du tourisme et des mines.

(c) Dans la troisième division, trois

(1) La liste des cahiers de l'Esquisse du Plan est imprimée au recto de la couverture extérieure de chacun des cahiers de l'Esquisse du Plan.

cahiers "horizontaux" seront présentés, soit les cahiers sur l'industrie et la finance, les transports et les Iles-de-la-Madeleine.

(d) Deux cahiers en quelque sorte synthèses présenteront les hypothèses concernant l'exécution du Plan et les hypothèses territoriales du développement du territoire-pilote.

CONCLUSION

L'Esquisse du Plan est donc le principal instrument de dialogue conçu par le BAEQ pour remplir son mandat de préparer un plan de développement "au moyen d'une enquête-participation".

Il reste à espérer que le dialogue aura lieu. L'adhésion nécessaire à des objectifs de développement, qui fonde l'amorce d'un développement régional harmonieux, rend ce dialogue impérieux.

ANNEXE: I

LISTE DES DIRECTEURS DU BAEQ

Président	Me Geo-Henri Dubé	Mont-Joli
Vice-président-trésorier	M. Sid-B. Vèces	Ste-Anne-des-Monts
Vice-président	Me Louis-Philippe Rioux	Sayabec
Directeurs:	M. Reggie Jones	Chandler
	M. P.-A. Beauchesne	Cap-aux-Meules, Iles-de-la-Madeleine
	M. Jean-Marie Jobin	Caps Noirs
	M. Adrien Babin	Caplan
	M. Georges Chénard	Bic
	M. Gérard Chouinard	St-Epiphanie
	Me Gabriel Béland	Cabano
Représentants des conseils régionaux:	Me Claude Jourdain, président du CREEGIM	
	Me Gabriel Béland, président du COEB	
Substituts aux présidents des conseils régionaux:	M. Russel Keays, vice-président du CREEGIM	
	M. Léonard Otis, vice-président du COEB	
Représentant du Gouvernement du Québec:	M. Jean-Baptiste Bergevin, président du CPAR et sous-ministre adjoint (MAC)	

Première phase: 1er mai 1963 au 31 octobre 1963

<u>Nom</u>	<u>Date d'entrée</u>	<u>Date du départ</u>	<u>Fonction</u>	<u>Responsabilité</u>
BELIVEAU, Martin	1er juin 1963	31 août 1964	animateur	
CHARBONNEAU, Roland	1er juin 1963		travailleur social professionnel	
COTE, Michel	1er septembre 1963		sociologue	responsable du groupe de travail en animation sociale
COTE, Raymond	12 août 1963	30 octobre 1963	sociologue	
COTE, Rolande	1er octobre 1963		mécánographe	
COULOMBE, Guy	1er mai 1963		sociologue	aménagiste-en-chef, président du conseil du plan
DANEAU, Yvon	1er mai 1963	15 mars 1965	sociologue	secrétaire du conseil du plan
DE GUISE, Jacques	1er juillet 1963		sociologue	
DUVAL, Louise	1er juin 1963	15 septembre 1964	sociologue	
FLEURY-GIROUX, Marie	1er octobre 1963		sociologue	
FORTIER, Jacques	1er octobre 1963		sociologue	
FOURNIER, Richard	15 septembre 1963	15 septembre 1964	technicien en information	
GAGNON, Jacques-G.	15 octobre 1963	31 mai 1965	statisticien	
GUY, Roger	1er octobre 1963		travailleur social professionnel	responsable du groupe animateur sur le terrain
LAROCHE, Louis	1er octobre 1963		économiste	responsable du groupe de travail sur les Iles-de- la Madeleine.

Première phase: 1er mai 1963 au 31 octobre 1963.
(suite)

<u>Nom</u>	<u>Date d'entrée</u>	<u>Date du départ</u>	<u>Fonction</u>	<u>Responsabilité</u>
LEVESQUE, Dalmas	1er juin 1963	7 septembre 1963	animateur	
NADEAU, Micheline	1er juin 1963		économiste	
PARENT, Lucien	1er mai 1963	30 avril 1964	agronome-écologiste	aménagiste
PELLETIER, Marcel	1er octobre 1963		économiste	responsable du groupe de travail sur les pêcheries et du groupe de travail sur les transports
PICARD, Gilles	1er juillet 1963		sociologue	responsable adjoint du groupe de travail agricole
PICHE, Claude	1er juin 1963	6 octobre 1964	animateur	
POULIN, François	1er mai 1963		économiste	adjoint, à l'aménagiste-en-chef, membre du Conseil du Plan, président du comité de coordination de la recherche
RAICHE, Victor	15 septembre 1963		géographe	responsable du sous-comité de la restructuration agraire
ROBITAILLE, Michel	1er juin 1963	21 novembre 1963	économiste	
SAVARD, Louis	1er septembre 1963		sociologue	responsable du groupe de travail sur la main d'oeuvre
SHEEHAN, Michael	1er octobre 1963		diplômé en commerce	contrôleur financier
SIMARD, Pierre	1er juin 1963		travailleur social professionnel	responsable du groupe de vulgarisation

Première phase: 1er mai 1963 au 31 octobre 1963
(suite)

<u>Nom</u>	<u>Date d'entrée</u>	<u>Date du départ</u>	<u>Fonction</u>	<u>Responsabilité</u>
TESSIER, Lucien	1er juin 1963		économiste	
TETU, Henri	1er mai 1963		diplômé en commerce	Gérant-général
THIBODEAU, Jean-Claude	1er juin 1963		économiste	responsable adjoint du groupe de travail agricole
TILE, Jeanne-Marie	1er septembre 1963	1er mai 1965	cartographe	responsable du service de cartographie
TREMBLAY, André	15 juillet 1963		géographe	
TURGEON, Maurice	1er juin 1963	30 mai 1964	économiste	

TOTAL des employés professionnels au cours de la première phase: 31

Deuxième phase: 1er novembre 1963 au 31 mars 1964

*

<u>Nom</u>	<u>Date d'entrée</u>	<u>Date du départ</u>	<u>Fonction</u>	<u>Responsabilité</u>
BERTRAND, Lucien	10 décembre 1963	15 août 1964	documentaliste	responsable du service de documentation
BOUCHARD, Lucien	23 mars 1964		journaliste	
GAGNON, André	1er janvier 1964		professeur	responsable du centre de formation
HENRY, Pierre	15 février 1964		journaliste	
HEROUX, Père Valbert	20 janvier 1964		géographe géomorphologue cartographe	
LACHANCE, André	20 janvier 1964		économiste	responsable du groupe de travail sur la forêt
LEBEL, Jean-Claude	1er novembre 1963		économiste	aménagiste membre du conseil du plan, directeur de l'animation sociale, président du comité de coordination de l'animation sociale
LEMIEUX, Guy	1er février 1964		ingénieur forestier écologiste	aménagiste membre du conseil du plan responsable des recherches bio-physiques
PELLETIER, Guy	6 janvier 1964		ingénieur forestier	coordonnateur des projets spéciaux
PIOTTE, Jean-Marc	1er décembre 1963	15 juillet 1964	animateur	
ST-LOUIS, Roger	15 décembre 1963		diplômé en commerce	secrétaire du conseil du plan

* Nous ne répétons pas à chaque phase la liste des employés professionnels du BAEQ qui avaient été engagés au cours de la phase précédente.

TOTAL des employés professionnels au cours de la deuxième phase: 41

Troisième phase: 1er avril 1964 au 31 octobre 1964 *

<u>Nom</u>	<u>Date d'entrée</u>	<u>Date du départ</u>	<u>Fonction</u>	<u>Responsabilité</u>
ARCAND, Jérôme	11 mai 1964		agronome	
BELEC, Paul	11 mai 1964		sociologue	
BELEC, Monique	28 octobre 1964		assistante de recherche	
BELLEVILLE, Gaétan	1er juin 1964		travailleur social professionnel (animateur)	
BERNIER, Rock	27 juillet 1964		travailleur social professionnel (animateur)	
BLANCHET, Marc	1er octobre 1964	12 janvier 1965	assistant de recherche	
BLOUIN, Jean-Guy	18 mai 1964		géographe	
CANTIN, Paul-Eugène	20 avril 1964		agronome	
CHEVRIER, Roland	24 septembre 1964		bachelier en sciences (pêcheries)	
CLARK, Ronald	18 mai 1964		économiste	
DE CHANCENOTTE, Robert	15 avril 1964		climatologiste	
DANSEREAU, Francine	18 mai 1964		sociologue	
DEMERS, Gérard	10 août 1964		animateur	
DEMERS, Michel	13 octobre 1964		réalisateur radio-TV	
DIONNE, Jean-Claude	8 septembre 1964		géographe - géomorphologue	
FAUTEUX, Benoit	21 septembre 1964		animateur	
FOURNIER, Lise	8 juin 1964		travailleur social professionnel (vulgarisatrice)	

* Nous ne répétons pas à chaque phase la liste des employés professionnels du BAEQ qui avaient été engagés au cours de la phase précédente.

Troisième phase: 1er avril 1964 au 31 octobre 1964
(suite)

<u>Nom</u>	<u>Date d'entrée</u>	<u>Date du départ</u>	<u>Fonction</u>	<u>Responsabilité</u>
GAGNON, Hugues	20 mai 1964		géographe	
GAGNON, Jean-Paul	1er juin 1964		sociologue	
BRUNET, Yves	17 juin 1964	15 septembre 1964	animateur	
GENDREAU, Marius	18 mai 1964		assistant de recherche	
GUENETTE, André	17 août 1964	17 mai 1965	anthropologue (animateur)	
IMBEAULT, Michel	10 août 1964		diplômé en pédagogie (animateur)	
JEAN, Daniel	8 juillet 1964		diplômé en pédagogie (animateur)	
LABARRE, Claude	1er juin 1964		économiste	
LAMONDE, Pierre	15 mai 1964	26 avril 1965	économiste	
LAPORTE, Gilles	19 octobre 1964		travailleur social professionnel	responsable du per- sonnel
LAROCHE, Robert	1er juillet 1964		diplômé en pédagogie (animateur)	
LECLERC, Yves	27 juillet 1964		sociologue	
MESSIER, Guy	15 avril 1964		journaliste	responsable du grou- pe d'information
MOREAU, Michel	31 juillet 1964		animateur	
MORENCY, Marc-André	18 mai 1964		sociologue	

Troisième phase: 1er avril 1964 au 31 octobre 1964
(suite)

<u>Nom</u>	<u>Date d'entrée</u>	<u>Date du départ</u>	<u>Fonction</u>	<u>Responsabilité</u>
NOEL, Jacques	10 août 1964		diplômé en pédagogie (animateur)	
NORMANDEAU, André	1er juin 1964		agronome	responsable du groupe de travail agricole
PARE, Paul	5 octobre 1964		diplômé en pédagogie (vulgarisateur)	
POULIN, Martin	1er juin 1964		travailleur social professionnel (animateur)	
QUIDOZ, Michel	13 octobre 1964		assistant-réalisateur radio-TV	
ROBERT, Robert	1er septembre 1964		urbaniste	responsable du groupe de travail sur l'orga- nisation spatiale
SAMUEL, Cléophas	5 mai 1964		bachelier en sciences (pêcheries)	
THERIAULT, Jacques	26 octobre 1964		agronome	
THIMOTHEE, Serge	7 septembre 1964		maîtrise en génie civil maîtrise en urbanisme	

TOTAL des employés professionnels au cours de la troisième phase: 73

Quatrième phase: 1er novembre 1964 au 31 mars 1965

*

<u>Nom</u>	<u>Date d'entrée</u>	<u>Date du départ</u>	<u>Fonction</u>	<u>Responsabilité</u>
ARCHAMBAULT, Claude	1er février 1965		diplômé en sciences politiques	
BARRAS, Gilles	25 janvier 1965		économiste	responsable du groupe de travail sur l'industrie et la finance
BLOUIN, Yvon	8 mars 1965		vulgarisateur	
DESROSIERS, Gaétan	15 février 1965		animateur	
FOURNIER, Léopold	6 janvier 1965		animateur	
GARON, Emmanuel	7 décembre 1964		assistant de recherche	
GUITE, Jean-François	5 janvier 1965		spécialiste en tourisme	responsable du groupe de travail sur le tourisme
HOULE, Normand	25 janvier 1965		économiste	
LINGEMAN, Daniel	23 février 1965		assistant de recherche	
OUELLET, Gabriel	1er décembre 1965		ingénieur professionnel	
PAUL, André	8 février 1965		travailleur social professionnel (animateur)	
PLANTE, Jean-Paul	1er mars 1965		économiste	
SMITH, Edouard	2 février 1965		travailleur social professionnel (animateur)	

* Nous ne répétons pas à chaque phase la liste des employés professionnels du BAEQ qui avaient été engagés au cours de la phase précédente.

TOTAL des employés professionnels au cours de la quatrième phase: 84

Cinquième phase: 1er avril 1965

*

BRONSARD, Camille	17 mai 1965	économiste	
BRONSARD, Lise	10 mai 1965	économiste	
GODBOUT, Jacques	17 mai 1965	sociologue	
LEGENDRE, Camille	17 mai 1965	sociologue	
MONTESINOS, Jean-Pierre	3 mai 1965	urbaniste	
OTTMAN, Liane	10 mai 1965	cartographe	responsable du service de cartographie

* Nous ne répétons pas à chaque phase la liste des employés professionnels du BAEQ qui avaient été engagés au cours de la phase précédente.

TOTAL des employés professionnels au cours de la cinquième phase: 86

LISTE DES COLLABORATEURS AU BAEQ

Les personnes qui suivent ont agi ou agissent comme conseiller technique auprès de l'un ou l'autre des groupes ou des sections du BAEQ.

*	AUTIN, Claude	économiste	Professeur à l'Université Laval, Québec
**	BEAUGRAND-CHAMPAGNE, Guy	animateur social	
*	DANEAU, Marcel	économiste	Professeur à l'Université Laval, Québec
***	FORTIN, Gérald	sociologue	Professeur à l'Université Laval, Québec
*	GRANTNER, Miroslav	ingénieur forestier	Professeur à l'Université Laval, Québec
	LAVOIE, Victorin	agronome-écologiste	
*	LEMELIN, Charles	économiste	Professeur à l'Université Laval, Québec
*	LEROY, Vely	économiste	Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales

-
- * En plus d'agir comme conseiller technique auprès d'une section de recherche du Service d'Aménagement, cette personne a également effectué un travail de durée variable pour le compte du BAEQ.
- ** M. Beaugrand-Champagne agit comme maître-instructeur aux sessions intensives qui ont lieu à l'Institut Des-jardins de Lévis sous les auspices du BAEQ.
- *** M. Gérald Fortin, à compter du 10 janvier 1964 jusqu'au 7 mai 1965 a assumé les fonctions de directeur de la section des recherches sociologiques. A ce titre, il consacrait 2 jours de travail par semaine au BAEQ à Mont-Joli. Depuis le 7 mai 1965, il est conseiller technique auprès du Conseil du Plan. M. Fortin a de plus dirigé, pendant ses vacances d'été 1963 et 1964, des travaux de recherches pour le compte du BAEQ.

Quelques agences gouvernementales ont affecté certains de leurs employés à un travail exécuté en collaboration avec le personnel du BAEQ.

BEDARD, Emilien	Directeur, école de Métiers Iles-de-la-Madeleine	
BOULANGER, Robert	Ingénieur forestier (MAC)	inventaire des boisés de fermes
BLOUIN, Jean-Louis	Ingénieur forestier (MAC)	inventaire des boisés de fermes
CARRIER, Léon	Ingénieur forestier (MAC)	inventaire des boisés de fermes
* CHAMBERLAND, Oscar	Inspecteur au Secondaire pour la Régionale des Monts, Iles- de-la-Madeleine	chargé du projet de cours d'extension scolaire
DESGAGNES, Gérard	Professeur d'enseignement spécialisé	
DOLBEC, Nicolas	Ingénieur forestier	recherche économique dans le domaine forestier
DORION, Pierre	Ingénieur forestier (MAC)	inventaire des boisés de fermes
DUMONT, Benoit	Agronome	classification de sol et de tourbière
GIRARD, Jean-Marc	Agronome	recherche en grande culture
LEMELIN, Pierre	Cinéaste	responsable du groupe du film
LORD, Raymond	Ingénieur forestier	recherche économique dans le domaine forestier
PARENT, Lucien	Conseiller en organisation scolaire, Régionale du Bas- St-Laurent et de la Péninsule	chargé du projet de cours d'extension scolaire
PLEAU, Michel	Ingénieur forestier (MAC)	inventaire des boisés de fermes
TERRIEN, Roland	Ingénieur forestier (MAC)	inventaire des boisés de fermes

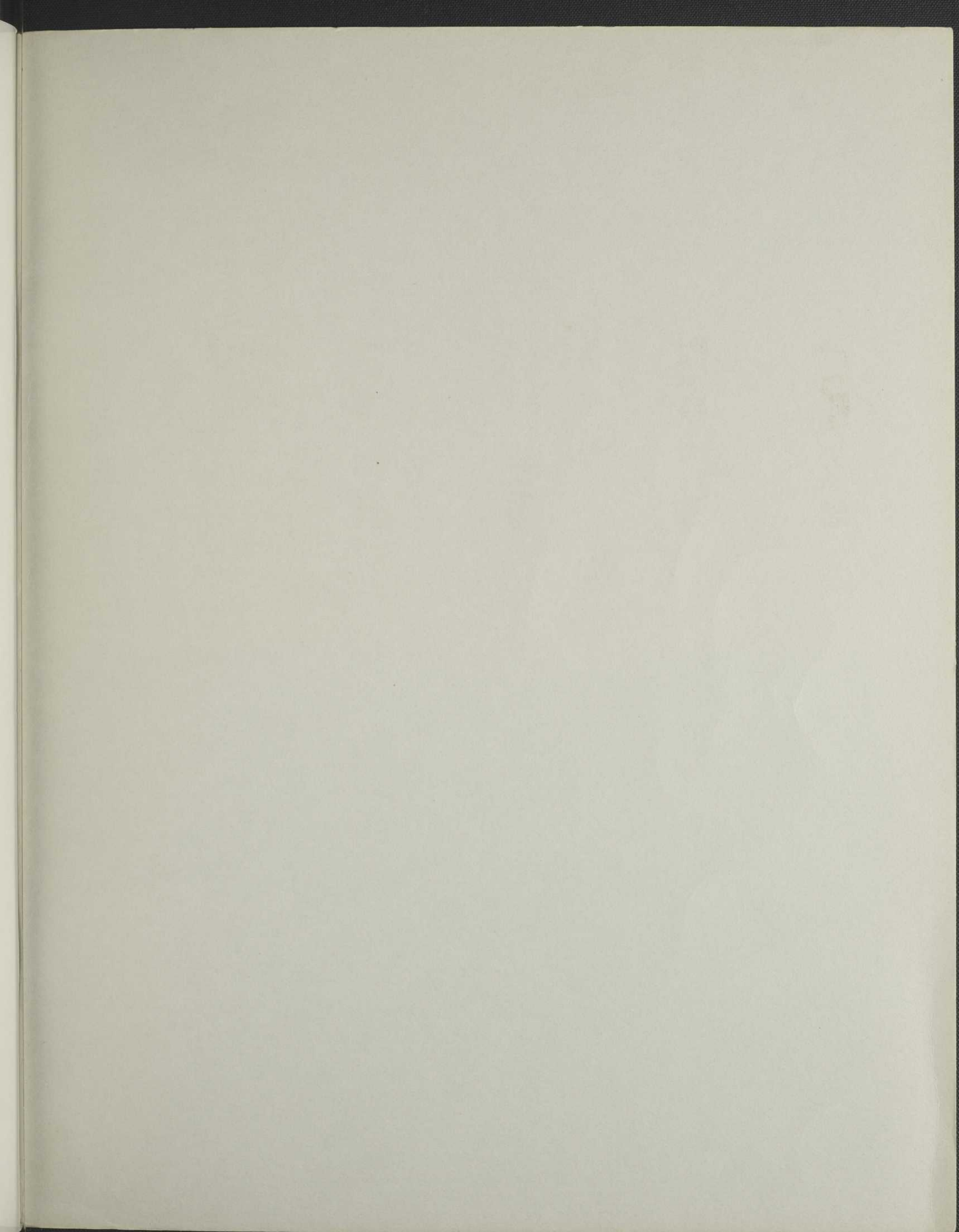
* Depuis le départ de M. Lucien Parent, M. Oscar Chamberland du ministère de l'Education a pris charge de ce projet.

Le BAEQ a eu recours à certaines personnes ou firmes pour effectuer certaines recherches particulières.

Voici les noms des personnes qui ont eu la direction de ces recherches:

BOURASSA, Guy	Professeur en Sciences Politiques à l'Université de Montréal
CIMON, Jean	Sociologue-urbaniste
DRAPEAU, Georges	Ingénieur-géologue
GAGNON, Gabriel	Professeur d'Anthropologie à l'Université de Montréal
GELINAS, André	Professeur en Sciences Politiques à l'Université Laval
JOLICOEUR, Gérard	Sociologue
LEMIEUX, Gilles	Botaniste à la Faculté de Foresterie et Géodésie à l'Université Laval
LEMIEUX, Vincent	Professeur en Sciences Politiques à l'Université Laval
MOISAN, Gaston	Biologiste à l'Université Laval
MONTMINY, Jean-Paul	Professeur en Sociologie à l'Université Laval
OUELLET, Ferdinand	Economiste, professeur à la Faculté d'agronomie à l'Université Laval
RAYMOND, Robert	Professeur à la Faculté des Sciences (biologie) à l'Université Laval
ROUSSEAU, Louis	Ingénieur forestier, professeur, à l'Université Laval





BNQ

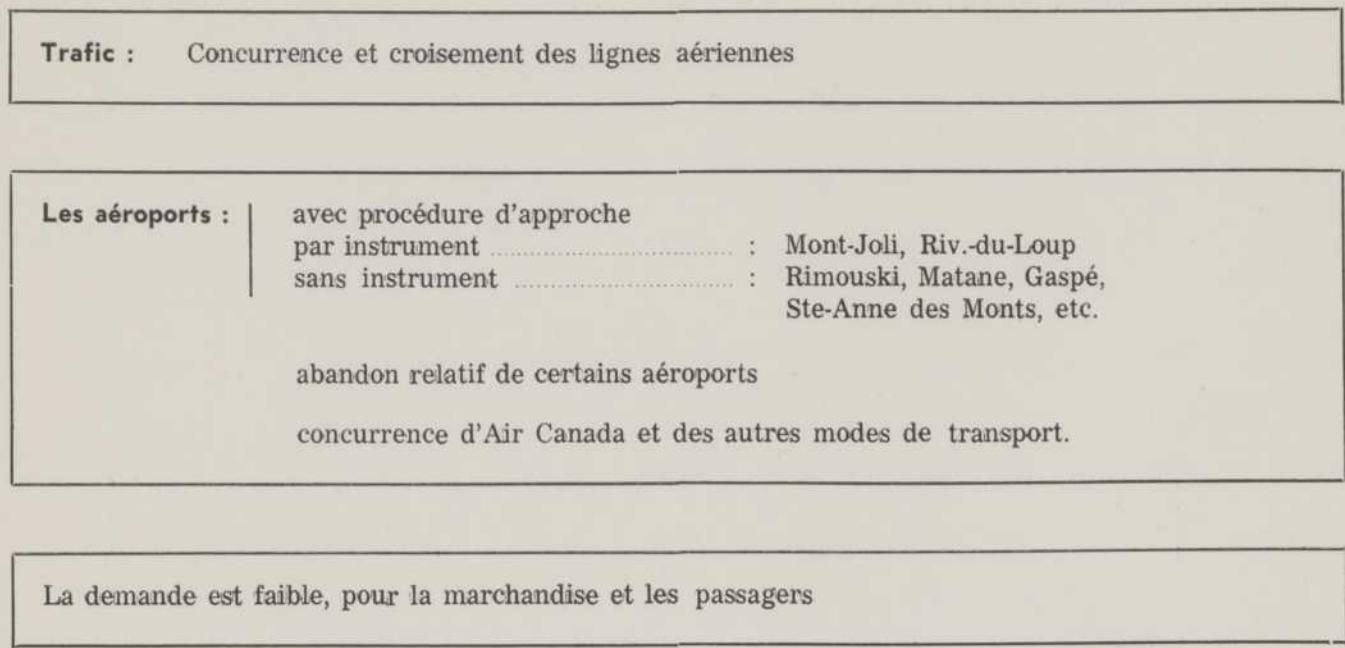


000 166 699

LES TRANSPORTS

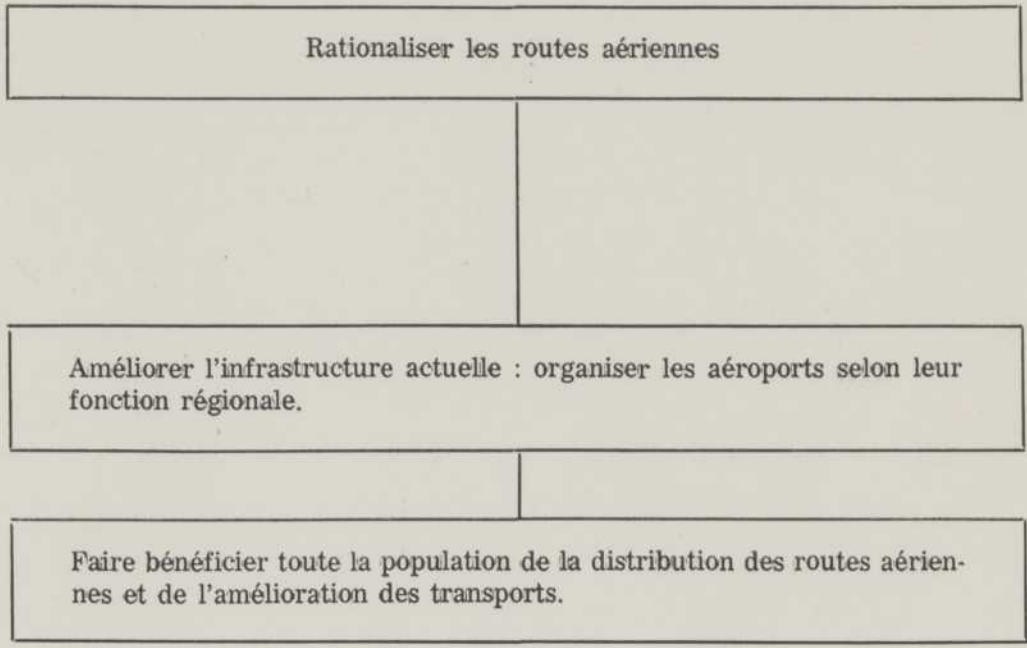
LA SITUATION

Le transport par air



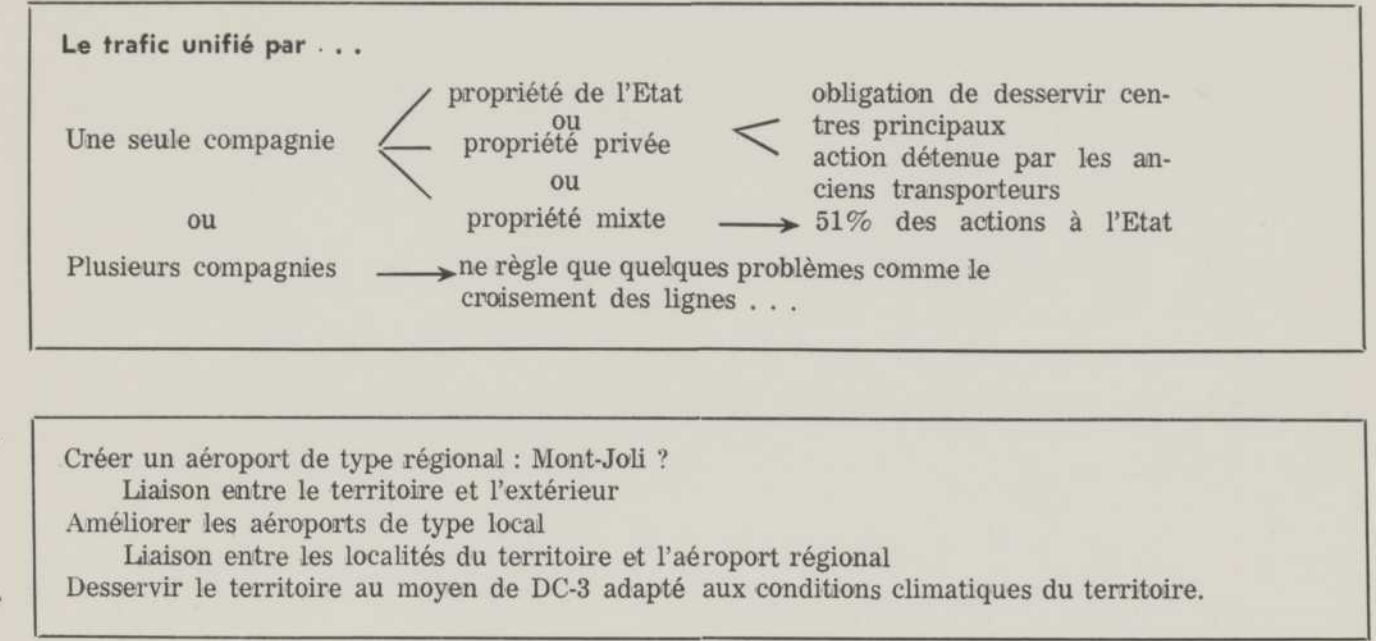
LES OBJECTIFS

Le transport par air

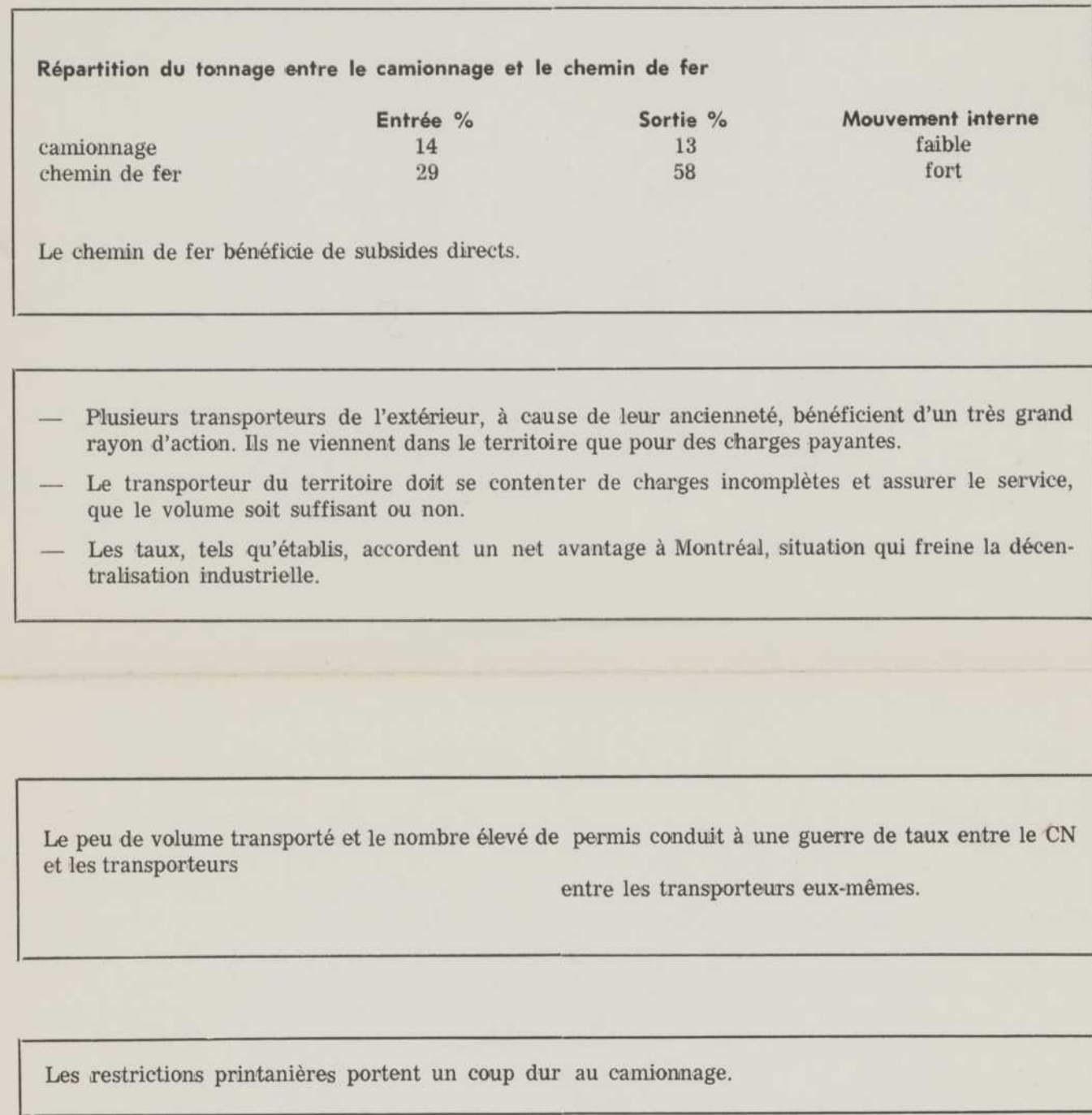


LES MOYENS

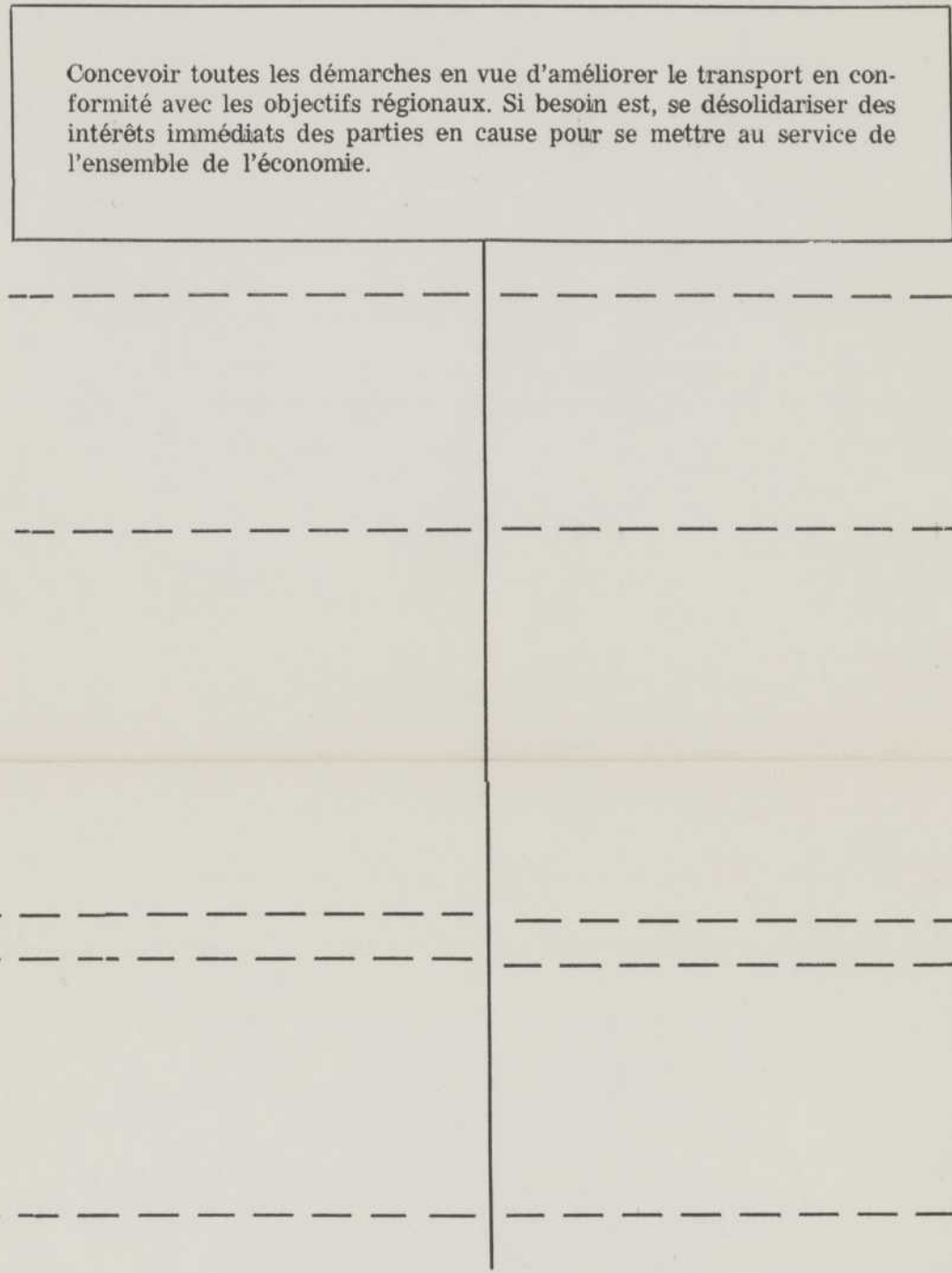
Le transport par air



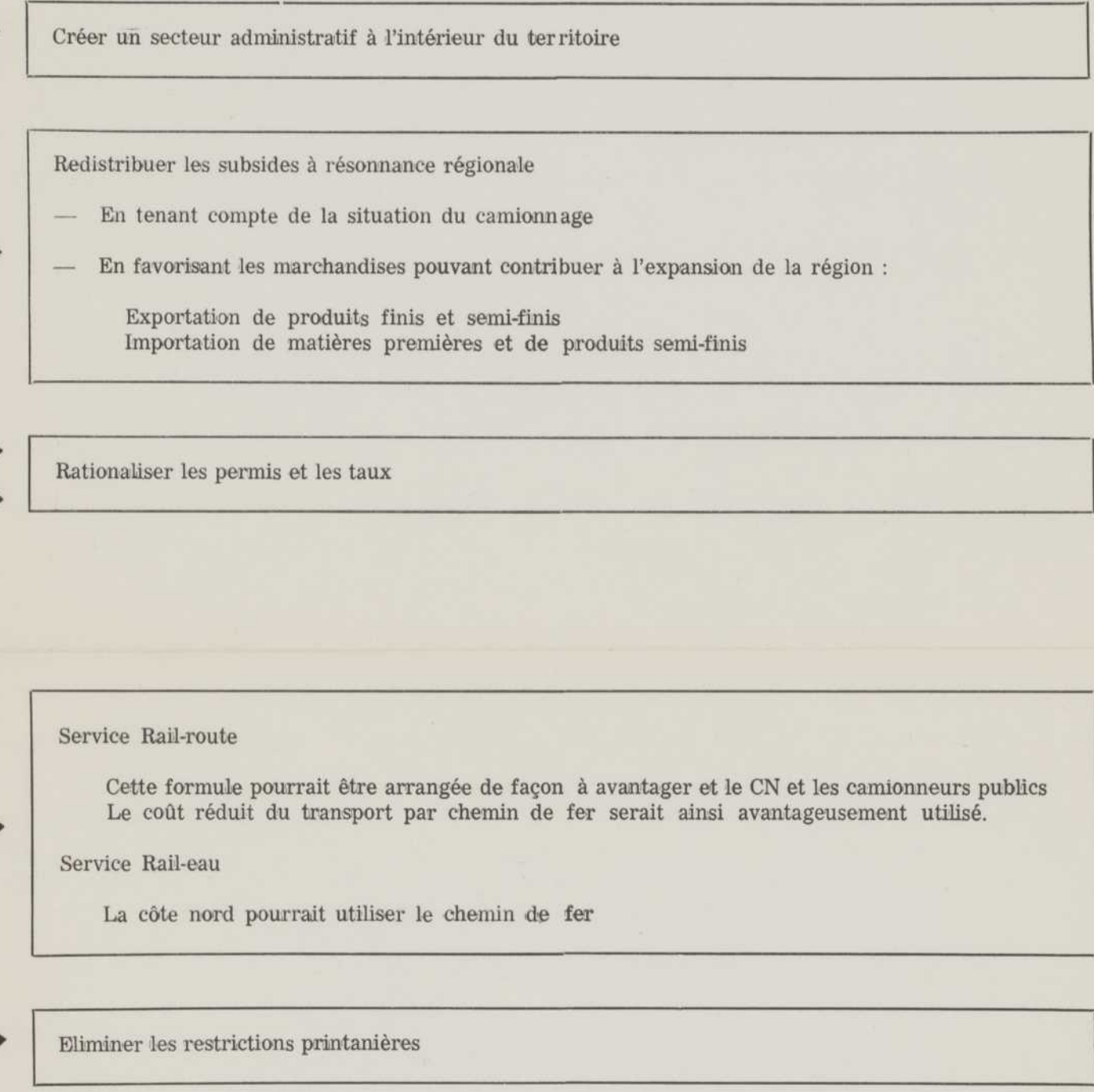
Les transports routier et ferroviaire



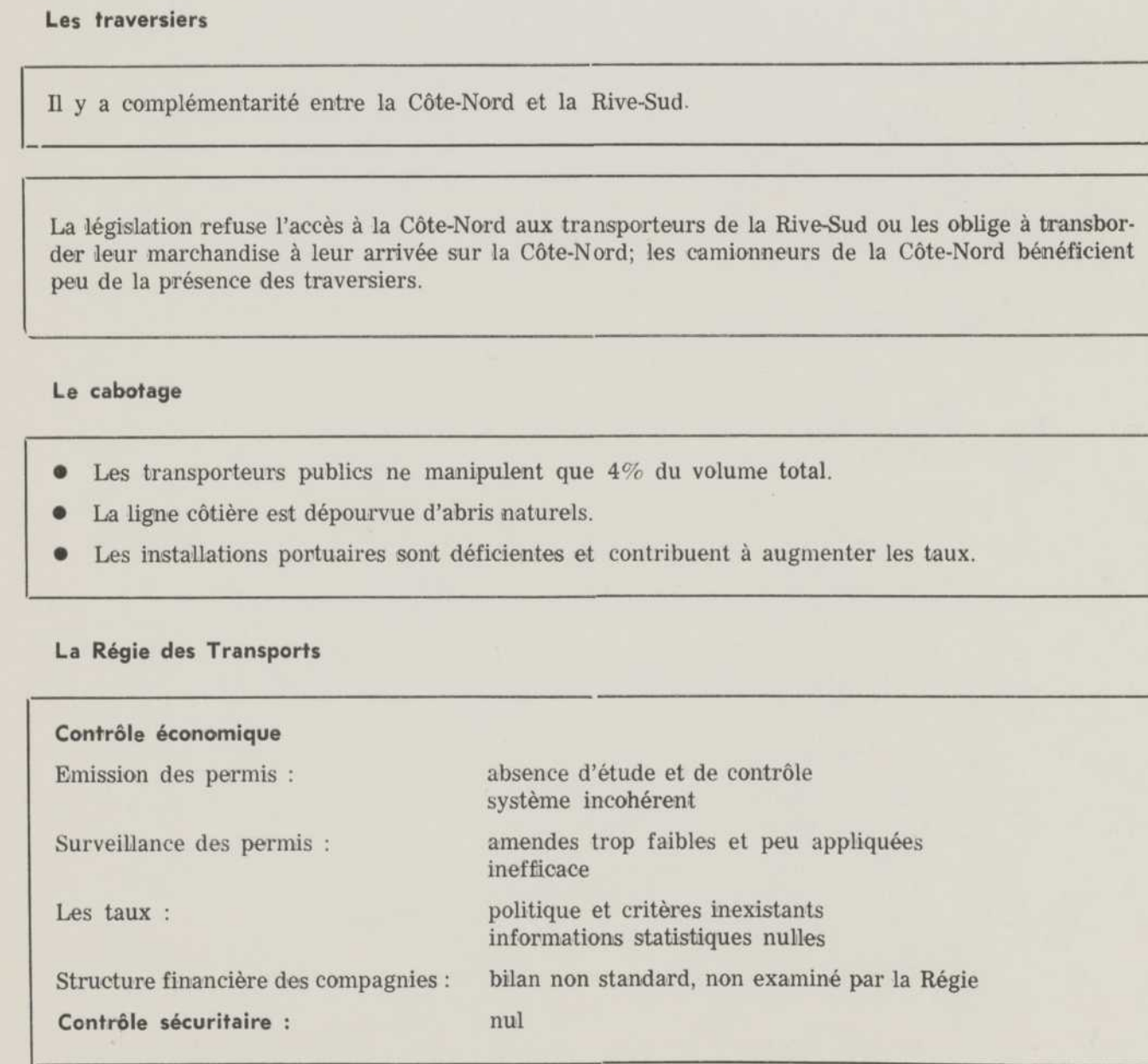
Les transports routier et ferroviaire



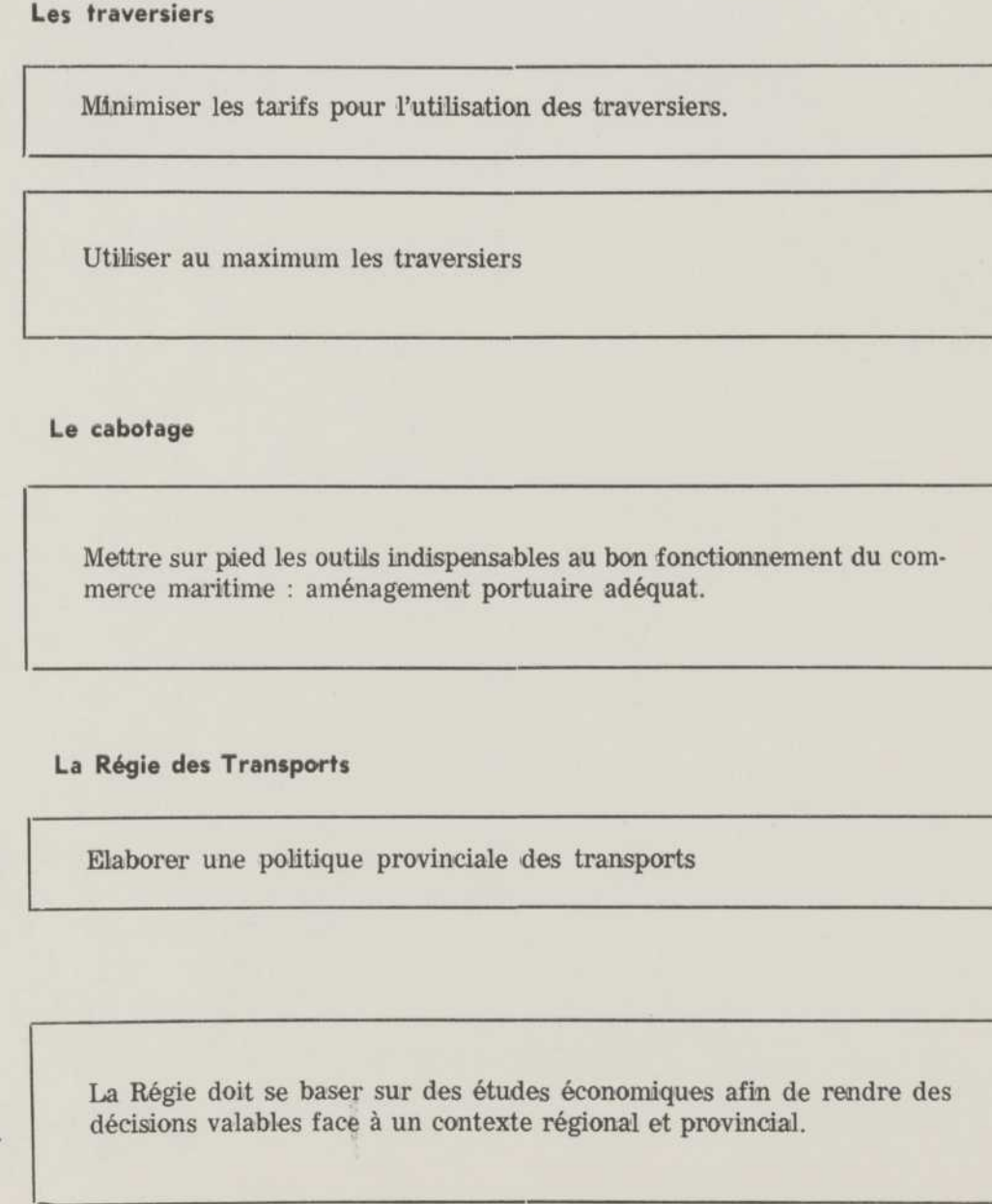
Les transports routier et ferroviaire



Le transport par eau



Le transport par eau



Le transport par eau

